

## Politique

# A Genève, «il est grand temps de renforcer le pouvoir des villes»

**Six villes s'allient pour peser davantage sur la politique genevoise. Premiers succès après dix-huit mois d'existence**

**Christian Bernet**

Un nouvel acteur débarque dans la vie politique. Créée l'année dernière, l'Union des villes genevoises (UVG) sort ces jours une plaquette en guise de manifeste. Son but: être le porte-voix des villes et des enjeux urbains. «Il est impératif qu'elles soient mieux représentées dans le système politique et mieux imbriquées dans les décisions qui les touchent», écrit son président, Nicolas Walder, conseiller administratif de Carouge. Il est temps que les villes aient davantage de pouvoir.

Six communes composent aujourd'hui cette alliance: la Ville de Genève, Carouge, Vernier, Onex, Lancy et Meyrin. Elles représentent 68% de la population et une majorité des emplois. Avec un tel poids, l'UVG a les moyens de bousculer les rapports de force. Nous avons rencontré cinq conseillers administratifs pour faire le point après dix-huit mois de mise en train.

## «Nous sommes des nains politiques...»

La création de l'UVG tire son origine d'une frustration. Ses membres estiment qu'ils ne sont pas assez entendus au sein de l'Association des communes genevoises (ACG), soit l'interlocuteur privilégié du Canton. Ici, chaque commune dispose d'une voix, quelle que soit sa taille, ce qui privilégie les petites. «Nous sommes très souvent minorisés», déplore Sami Kanaan, magistrat en Ville de Genève. Pour certains votes, une légère pondération des voix existe. Insuffisant, pour l'UVG.

Un reproche identique est adressé au Grand Conseil. «Il est dominé par les communes rurales; le monde urbain est sous-représenté.» De fait, la campagne, avec 13% de la population, dispose de 24% des sièges, selon un pointage réalisé par la Tribune de Genève en 2013.

## «... alors que nous payons pour les autres»

«Les petites communes riches ne comprennent pas les problèmes



De gauche à droite: Frédéric Renevey (conseiller administratif de Lancy), Nicolas Walder (Carouge), Carole-Anne Kast (Onex), Pierre-Alain Tschudi (Meyrin) et Sami Kanaan (Ville de Genève). LAURENT GUIRAUD

## L'UVG en bref

L'Union des villes genevoises comprend: Genève, Vernier, Lancy, Meyrin, Carouge, Onex, soit 68% de la population du canton. L'UVG n'a ni secrétariat ni budget spécifique. Son comité se réunit une fois par mois «dans un bistrot, nous n'avons rien à cacher», dit le Meyrinois Pierre-Alain Tschudi. Les voix sont pondérées selon le poids démographique de chaque ville. C.B.

auxquels nous sommes confrontés», relève Nicolas Walder. Les villes accueillent davantage de personnes en situation précaire, de chômeurs, de migrants, de gens âgés. Le soutien qu'elles leur apportent a un coût. L'UVG réclame une meilleure répartition de ces charges par l'ensemble de la collectivité.

Sami Kanaan a fait ses comptes: «La Ville de Genève, par ses centres sportifs ou ses institutions culturelles, délivre des prestations aux habitants des autres communes pour une valeur de 120 millions. En échange, nous ne recevons que

12 millions au titre de la péréquation. A l'inverse, les frontaliers consomment pour 30 millions mais nous rapportent 40 millions.»

## «Notre union n'est pas de gauche»

Les villes de l'UVG sont toutes en main de majorités socialistes ou vertes, ce qui en fait, aux yeux de ses détracteurs, une union de gauche. L'UVG balaie ces critiques. «Dans nos exécutifs, nos collègues de droite jugent notre travail très utile, relève Nicolas Walder. Ils ont d'ailleurs beaucoup travaillé ensemble sur le dossier de la fiscalité



des entreprises.» «J'ai discuté avec le maire de Monthey, ajoute Carole-Anne Kast (Onex). Il est de droite mais il est confronté aux mêmes problèmes que nous. Preuve que la question est celle des politiques urbaines.»

## «Ensemble, nous sommes plus efficaces»

L'UVG veut stimuler la collaboration entre les villes. Elle a par exemple travaillé sur la mise en place d'une procédure commune pour les appels d'offres. Buts visés: économies d'échelle et plus d'efficacité. Ce travail en commun lui permet aussi de mieux préparer les dossiers qu'elle va ensuite défendre devant le Canton ou l'ACG.

## «Notre lobbying porte ses fruits»

La stratégie de l'UVG, c'est pour le moment l'entrisme. «Nous préparons bien les prises de position que nous allons défendre ensuite à l'ACG», résume Pierre-Alain Tschudi (Meyrin). Cela nous donne une longueur d'avance. Exemple avec le projet de l'Etat pour imposer les personnes sur leur lieu de domicile. «Certaines villes de l'UVG étaient tentées par le projet, raconte Nicolas Walder. Après examen, il est apparu qu'il bénéficierait surtout aux communes résidentielles. Nous avons alors proposé à l'ACG de le refuser et, à la place, de doubler la péréquation. L'ACG est entrée en

matière.» Sur d'autres dossiers, l'UVG dit aussi avoir été entendue, comme sur la taxe professionnelle et le compromis sur la mobilité.

## «Des communes devront être plus solidaires»

L'UVG ne s'en cache pas. Une meilleure répartition des efforts consentis par les villes signifie que certaines communes devront passer à la caisse: «Les communes riches devront être plus solidaires, prévient Carole-Anne Kast. Il n'est plus possible qu'elles refusent de créer des crèches, qu'elles baissent leurs impôts et nous laissent prendre en charge la cohésion sociale dont tout le monde profite.» Sami Kanaan voit, à terme, «un resserrement des taux de fiscalité».

L'UVG portera aussi la bataille sur le front du logement. «Nous densifions les villes, mais le Canton n'accompagne pas ces efforts en réduisant le trafic, dénonce Nicolas Walder. Un jour, elles refuseront de construire.»

L'UVG ne croit pas qu'elle va affaiblir l'ACG. «Au contraire, notre expertise va la renforcer, estime encore Nicolas Walder. Nous nous voyons aussi comme un contre-pouvoir face au Canton.»

**Lire l'éditorial en page une: «Bientôt un Sonderbund genevois?»**

## «La loi du plus fort nous menace»

«L'UVG, je l'appelle, et je ne suis pas le seul, l'union des villes de gauche. Je n'y vois aucun intérêt. Ce sont des mégalos qui pensent que leur poids leur permet de ne pas discuter avec les petites communes.» Pascal Uehlinger, le maire PLR de Thônex, est clair: sa Commune n'adhérera pas à l'Union des villes genevoises.

Le Grand-Saconnex non plus, mais le propos est plus mesuré. «Les villes ont des problématiques particulières et il est légitime d'y réfléchir», note Jean-Marc Comte, conseiller

administratif PDC. Mais il aurait été préférable de les traiter au sein même de l'Association des communes (ACG). Je n'ai pas l'impression que les villes y sont spoliées et il est toujours possible de faire évoluer l'ACG. On y a d'ailleurs récemment intégré un système de pondération. Avec l'UVG, on court le risque de stigmatiser, d'instituer la loi du plus fort. Qu'on mette ces questions sur la table, c'est bien, mais on aurait pu la laisser à l'ACG.» Nous aurions voulu connaître la position des villes de Plan-les-Ouates, de Versoix et

de Chêne-Bougeries, toutes trois des villes, nous n'avons pu joindre leurs magistrats.

Le canton compte onze villes. Six sont membres de l'UVG. Les cinq autres, à majorité bourgeoise, n'y ont pas adhéré. A cela s'ajoutent quatre futures villes (selon les critères de l'Office fédéral de la statistique). L'UVG compte bien attirer de nouveaux adhérents. «Nous sentons une curiosité, une envie chez certaines d'entre elles, note Sami Kanaan. Elles finiront bien par faire leur coming out urbain.» C.B.

## Un concept pluridisciplinaire permet d'éviter des séjours hospitaliers à vie

**Géré par les EPI et les HUG, Kaolin accueille six personnes présentant de graves troubles psychiques**

Sortir de l'hôpital lorsqu'on n'est plus malade, la lapalissade ne s'applique malheureusement pas encore à des personnes souffrant de troubles graves du comportement. Des situations extrêmes conduisant parfois certains autistes à vivre la plus grande partie de leur vie dans un hôpital psychiatrique. A Thônex, un appartement communautaire, géré conjointement par les Etablissements publics pour l'intégration (EPI) et les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), accueille six personnes présentant un handicap mental sévère avec des troubles ma-



L'appartement Kaolin, géré par les EPI et les HUG, héberge six personnes atteintes de troubles graves. GEORGES CABRERA

jeurs du comportement. «Kaolin est une structure intermédiaire, explique Stéphane Delgrande, directeur des services socio-édu-

cationnels aux EPI. Ouverte en 2011, elle a déjà favorisé la sortie de Belle-Idée d'une dizaine de personnes.» Les petits bâtiments abritent en

tout sept logements dédiés à l'encadrement de personnes souffrant de troubles psychiques. «La structure d'encadrement socio-éducative, plus rassurante que l'hôpital, et la prise en charge individuelle permettent même à certains de gagner une petite autonomie», relève Sylvie Pruvost, responsable des résidences de Thônex.

Le jour de notre venue à Kaolin, seuls trois résidents sont présents. Une femme gesticule sur le canapé en montrant la cuisine. Une éducatrice la rassure: le repas arrive. Un homme sort de sa chambre avec un jeu de cartes. Il est immédiatement rejoint dans le couloir par un professionnel. L'imprévisibilité des pensionnaires nécessite un encadrement 24 h sur 24 h et une vigilance de chaque

instant. «On a une vision globale de ce qui se passe dans l'appartement, précise Marcellina Ferraro, responsable de secteur dans un foyer des EPI. On développe des stratégies pour désamorcer un début de crise. On connaît les gestes à bannir avec chacun.» Certains éducateurs suivent des formations d'aïkido pour apprendre à immobiliser la personne avec leur corps.

Kaolin est une passerelle vers une intégration dans un foyer plus traditionnel. Cinq socio-éducateurs et cinq infirmiers y encadrent six résidents. «On crée ensuite un programme personnalisé qui sera révisé chaque semaine jusqu'à la stabilisation de la personne», explique Nathalie Tranchet, socio-éducatrice à Kaolin. Sur les murs, des pictogrammes indiquent la chronologie des acti-

vités de chacun. Les chambres sont lumineuses mais spartiates. Certaines n'abritent qu'un lit gonflable. «On adapte le mobilier en fonction des risques d'automutilation, indique la spécialiste. Tout peut être prétexte à se blesser. On doit fermer les sanitaires et la cuisine en raison de la potomanie (ndlr: besoin pathologique de boire sans soif pouvant conduire à la mort) grave de certains.»

En mars 2017, les HUG et les EPI ouvriront une deuxième structure de ce type sur le site de Belle-Idée. «Cela devrait permettre de retirer de l'hôpital toutes les personnes concernées, assure Stéphane Delgrande. Ce qui n'exclut pas une nouvelle hospitalisation ponctuelle en cas de crise. Mais leur lieu de vie ne sera plus médicalisé.» Isabel Jan-Hess